

Séminaire « Vulnérabilité résidentielle » REHAL

La notion d'insertion par le logement : historicisation et contextualisation de la notion.

Séance du 11 octobre, de 14h à 18h.

*École Nationale Supérieure d'Architecture Paris-Val-de-Seine
Centre de Recherche sur l'Habitat, UMR Lavue, (7ème étage), salle 705*

Intervenants :

Fatiha Belmessous (EVS-RIVES) : *Accès au logement / Insertion par le logement : historicisation des notions*

Françoise Dureau (MIGRINTER) : *L'insertion par le logement : éclairage sur les Suds depuis une expérience colombienne*

Angela Matesanz Parellada (UPM – ETSA) : *L'accès au logement en Espagne. Réclamer le "derecho a techo" (le droit à un toit)*

Thiphaine Bernard (AUS-LAVUE) : *Les foyers-résidences sociales, déloger ou loger ? Réflexions sur l'insertion à partir des mobilisations de résidents*

Elise Roche (EVS-ITUS) : *Lieux de l'insertion par le logement. Mise en perspective géo-historique des relogements de bidonvilles à Saint-Denis dans les années 1970 et 2010.*

Rappel de l'objet de la séance :

Au cours de cette séance, nous proposons d'historiciser la notion d'insertion par le logement et ainsi examiner dans quelle mesure cette notion, largement mobilisée de nos jours dans les discours relatifs à la production de logements spécifiques, peut être éclairée par les discours et pratiques à l'oeuvre à d'autres époques, par exemple vis-à-vis de la résorption des bidonvilles, du mal-logement, des travailleurs migrants, etc. Ce questionnement ne portera pas spécifiquement sur le cas français, c'est pourquoi nous avons adopté cette notion *a priori* universaliste d'insertion, afin de ne pas nous laisser limiter par un point de vue national et laisser la place à la dynamique de la comparaison. Nous souhaiterions voir nourrir cette première approche par des propositions émanant de chercheurs travaillant sur les pays du Sud, pour voir dans quelle mesure la notion d'insertion par le logement est pertinente ou non au-

delà de frontières nationales, européennes, et de pays dits « du Nord ».

Le travail d'historicisation nous permet de répondre à cette préoccupation car cette pratique offre la possibilité non seulement de déconstruire les mots et concepts à l'œuvre dans chaque situation étudiée mais surtout d'ouvrir le champ des comparaisons (dans le temps et l'espace) et d'interroger les temporalités propres de ces constructions politiques, sociales, etc. Ainsi, il s'agit de comparer de manière diachronique les discours, pratiques et politiques d'insertion par le logement, en partant de l'usage contemporain de cette notion. Nous faisons ainsi l'hypothèse que ces investigations permettront d'éclairer cette notion en identifiant des schèmes récurrents, des dispositifs similaires ou des postures d'acteurs en résonance, mais aussi en mettant en perspective le contexte historique et ses spécificités pour en discerner la comparabilité.

Par ailleurs, nous souhaitons également inscrire ce travail d'historicisation dans l'espace en nous appuyons sur des travaux menés à l'échelle locale (à l'échelle des collectivités) et des analyses micro-locales (à l'échelle du quartier et/ou des dispositifs de logement).

La périodisation retenue est la suivante : des années 1950, caractérisées par la production massive de logements (dans un contexte de transition coloniale pour le cas français), à la période récente, marquée par la crise économique et ses répercussions sur le logement et la diversification des types d'hébergement. Ce découpage sera certainement réinterrogé selon les contextes nationaux mais constitue un cadre d'analyse pertinent en Europe.

Ainsi, l'historicisation de l'insertion par le logement passera par l'identification de quatre dimensions territoriales, qui se déclinent en terme de partition/ségrégation de l'espace, de trajectoires spatiales et sociales et de répartition à différentes échelles. En effet, l'insertion par le logement s'entend selon nous à plusieurs sens.

- Il y a d'abord l'enjeu de l'insertion à la ville dite légale : l'insertion par le logement peut être le passage au sein de la ville officielle, normée, autorisée, à l'encontre de formes urbaines spontanées, qualifiées éventuellement d'insalubres.
- Insérer par le logement présuppose également une trajectoire sociale et spatiale des individus : les individus sont insérés par leur passage successif au sein de différents types de logement, qui présupposent le type d'insertion à la société qui est attendu (foyer de travailleurs migrants, cités de transit, villages d'insertion...).
- Cette trajectoire spatiale d'un logement à l'autre se double d'une trajectoire sociale, qui peut faire l'objet de procédures qualifiées « d'accompagnement » : celles-ci peuvent relever de dispositifs d'aide à la scolarisation, à l'accès à l'emploi, voire d'une propreté du logement, d'un apprentissage à l'habiter.
- Enfin, et surtout, l'insertion par le logement renvoie à une répartition spatiale des personnes à insérer et des dispositifs d'insertion : situation des logements et dispositifs au sein de territoires micro-locaux, et enjeux de répartition des logements et personnes à insérer à l'échelle méso-territoriale sont deux aspects qui ont à voir avec les enjeux de l'insertion.

Les communications contribueront à interroger la notion d'insertion par le logement selon les différents volets proposés, notamment au regard de contextes différents, notamment du Sud, en proposant des analyses de processus comparables.